

**Maritim Africa week****L'Afrique doit parler d'une seule voix dans le secteur maritime**

Les acteurs du secteur maritime sont réunis à Lomé au Togo du 26 au 28 septembre 2023 à l'hôtel du 2 février pour la première édition du Maritim Africa week. Les participants venus du continent africain et d'ailleurs échantent autour du thème : « Mettre l'économie bleue au service du développement de l'Afrique ».



PAGE 3

REPORTAGE**Séminaire Choiseul Africa****Les solutions de MSC Togo pour des chaînes de valeurs durables en Afrique**

Le 14 septembre 2023 à Abidjan, des acteurs économiques de renom et des décideurs régionaux africains se sont entretenus sur les enjeux cruciaux à la durabilité des chaînes de valeur en Afrique, ainsi que les solutions pour son efficacité et son amélioration. MSC Mediterranean Shipping Company Togo a pris part à ce prestigieux séminaire.

PAGE 11

SANTÉ**Opération zéro cataracte****L'initiative qui a sauvé des milliers de personnes de la cécité au Togo**

Au Togo, la cataracte est la première cause de cécité. Selon les estimations du ministère de la Santé, le pays compte plus de 200.000 cas de cataracte. Pour contrer cette maladie, le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé a initié en mars 2022 ...

PAGE 4

**Financement de la Banque mondiale au Togo****Appui budgétaire au secteur agricole**

Plus de 105 milliards FCFA comme appui budgétaire et aide au secteur agricole, c'est le fruit d'un nouvel accord de financement entre la Banque mondiale et l'Etat togolais. Le ministre de l'Économie et des Finances du Togo, Sani Yaya, a officiellement signé cette convention au nom du Togo et Fily Sissoko, représentant ...

PAGE 5

DERNIERES HEURES**Une agence de formation des collectivités territoriales voit le jour au Togo**

L'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT) a vu le jour lundi à Blitta (262km de Lomé, région Centrale).

Elle a pour mission de former les élus locaux, le personnel des collectivités territoriales ainsi que les agents de l'Etat engagés dans le processus de décentralisation.

'La création de cette entité vient affirmer une fois encore l'engagement du président Faure Gnassingbé en faveur de la démocratie locale', a déclaré Hodabalo Awaté, le nouveau ministre de l'Administration territoriale. Des élections locales ont eu lieu en 2019. Le Togo compte 117 communes qui peuvent déjà compter sur l'accompagnement du Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) et de la Faillière des communes du Togo.

L'initiative est financièrement soutenue par l'Union européenne, la France et l'Allemagne.

YOTR
Vente aux enchères publiques
28 septembre 2023 à 9h 30
Place des Officiers de la Division de Lutte Contre la Pollution et des Travaux Publics de Lomé

Discours du Togo à l'Onu**Ces critiques de politiciens en quête du sensationnel**

Lors de la 78ème Session de l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey, a prononcé un discours des plus mémorables. Le discours fait parler de lui partout dans le monde et surtout en Afrique, notamment parmi les panafricanistes convaincus.



PAGE 3



SOMMAIRE

Opération zéro cataracte
L'initiative qui a sauvé des milliers de personnes de la cécité au Togo



P 4

Echange entre le Togo et la Banque mondiale
Impact du programme Novissi et de l'innovation sur la protection sociale



P 5

Emissions de gaz à effet de serre
Solutions pour décarboner le secteur du bâtiment et de la construction



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Témoignages de M. Komi Adabra

« Je suis plus épanoui dans ce métier que dans celui de conducteur de taxi moto »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Zanguéra, dans la Région Maritime pour partager les riches témoignages d'un conducteur de taxi moto qui s'est reconverti dans l'entrepreneuriat grâce au produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive.

Non loin du poste de péage de Zanguéra, nous empruntons une piste de près de 2 km, pour arriver à Zanguera klémé. Ici, dans un atelier de 24 m², Komi Adabra, autrefois conducteur de taxi moto, la quarantaine, s'est installé avec son arsenal de ferrailleur. Visiblement rompu à la tâche avec une satisfaction à peine contrôlée, Komi nous accueille, un chalumeau à la main, en nous disant qu'il est en train de finir la commande d'un client à qui il doit livrer en fin d'après-midi.

" Je ne suis pas allé très loin dans les études. Et pour subvenir à mes petits besoins, très tôt, j'ai pu obtenir une moto pour me lancer dans le métier de conducteur de taxi moto. Mais, comme vous le savez, dans ce métier, si la moto n'est pas à toi et que tu dois quotidiennement reverser toutes tes recettes au propriétaire de la moto, il est clair que toi-même tu n'auras pas de grands bénéfices. Mais entre temps, j'ai appris le métier de ferrailleur et j'ai même obtenu mon Certificat d'Aptitude Professionnelle

(CAP). Un jour, j'ai écouté un spot radio FNFI qui parlait du produit Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF). Je me suis dit que c'était une occasion que je devais saisir pour m'installer à mon propre compte."

Après ces mots, notre interlocuteur nous confie qu'aujourd'hui, avec assez de recul, il se dit que la principale difficulté pour les primo entrepreneurs reste l'accessibilité au crédit, mais poursuit-il, le FNFI est venu briser la glace. " Avec quelques camarades qui eux aussi étaient dans la même situation que moi, nous nous sommes approchés de l'institution de microfinance PADES, qui nous a informé des conditions d'accès au crédit jeune. Et Dieu merci, les 4 personnes que nous étions dans le groupe solidaire étions tous éligibles. Nous avons alors suivi toutes les étapes et nous avons obtenu chacun un crédit de 300.000 FCFA pour démarrer l'exercice de nos activités."

Komi savait déjà quelle activité il souhaitait exercer et de quels matériels il avait

besoin pour son activité avant de se lancer dans la dynamique de l'inclusion financière. Le crédit AJSEF en main, notre interlocuteur se dote d'une boîte à outils lui permettant de démarrer sur le champ son métier.

" J'ai pu acquérir quelques outils essentiels et m'installer dans cette petite baraque que vous voyez. Comme vous le remarquez, je suis ici dans un nouveau quartier de Zanguéra et vous



Komi Adabra

imaginez bien que je suis le seul ferrailleur dans la zone. Donc pour ceux qui sont en construction dans la zone, du fait de la proximité, ils viennent commander des portes, des fenêtres... En toute modestie, je peux vous assurer que je suis plus épanoui dans ce métier que dans celui de conducteur de taxi moto. Comme quoi, on ne peut être épanoui que dans le métier que nous choisissons d'exercer avec

bonne foi".

Au cours de nos échanges qui ont duré près d'une heure, Komi Adabra a reçu deux commandes de fabrication de porte, une preuve vivante que les activités de ce ferrailleur se passent plutôt bien. D'une voie sage et amusante, il explique à tous ses potentiels clients l'intérêt pour eux de faire confiance à son expertise, car dit-il, je suis le maître du fer...

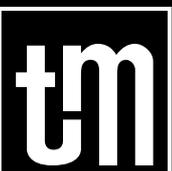
Ainsi, à la fin du mois, ces ressources me permettent de payer ce que je dois payer dans le mois et comme ça je n'éprouve aucune difficulté. Encore deux échéances et j'aurai soldé totalement mon crédit. Le FNFI a renforcé mes capacités à m'affirmer, à être plus fier et sûr de moi et à être autonome."

Komi nourrit déjà de grandes ambitions avec le second cycle de crédit AJSEF qu'il espère avoir très bientôt. Pour lui, pas besoin de se cantonner sur son activité de ferrailleur, mais il doit se diversifier. La polyvalence est une source de revenu supplémentaire, nous confie-t-il.

" Très vite, je compte faire une autre formation pour être en mesure de placer et fixer les barres et les treillis d'acier pour la réalisation d'ouvrages en béton armé. Je suis convaincu que cette formation me permettra d'être plus compétitif et de renforcer mon chiffre d'affaire."

Notre interlocuteur ne regrette pas sa vie passée de conducteur de taxi moto, car dit-il, cette expérience lui a permis d'être plus endurant dans la vie. Komi reste beaucoup plus serein et optimiste quant à l'évolution de ses activités grâce au coup de à lui donné par le Fonds National de la Finance Inclusive.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Aमेvor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Discours du Togo à l'Onu

Ces critiques de politiciens en quête du sensationnel

Lors de la 78ème Session de l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey, a prononcé un discours des plus mémorables. Le discours fait parler de lui partout dans le monde et surtout en Afrique, notamment parmi les panafricanistes convaincus.

Cela fait la deuxième fois que le professeur Robert Dussey prononce un discours d'une telle allure à la tribune de l'Organisation des Nations unies (Onu). Même si le discours a recueilli l'assentiment de millions de personnes sur le continent et dans le monde, certains trouvent que le gouvernement togolais devrait poser des actes au lieu de faire des déclarations.

Pour eux, le régime togolais cherche juste à se protéger en surfant sur le renouveau panafricaniste actuellement en cours sur le continent africain. Ce que ces personnes refusent de reconnaître est que le président de la République Faure Gnassingbé est resté attaché aux intérêts togolais et africains depuis des années.

Avant même l'avènement des coups d'Etat actuels qualifiés de patriotiques, Faure Gnassingbé avait déjà lors d'un panel, dénoncé les actions des puissances occidentales en Libye, notamment l'assassinat du colonel Mouammar Kadhafi, et qui est en grande partie responsable de la



Nathaniel Olympio

déstabilisation de l'Afrique subsaharienne depuis 2011. Pourquoi en ce moment l'on n'a pas trouvé qu'il s'agissait d'une manipulation ? A l'époque, la vidéo avait circulé partout et beaucoup avaient salué le courage du chef de l'Etat.

Faure Gnassingbé était l'un des rares dirigeants qui, à l'époque, avaient eu le courage de faire ces déclarations. Et c'était avant que tout le monde ne devienne panafricaniste. Et lorsque le député Gerry Taama affirme que le budget d'un pays comme le Togo est financé à 40% par les partenaires étrangers, il oublie qu'il s'agit aussi en

grande partie de prêts. Tous les pays, même les Etats-Unis s'endettent. Et ce que monsieur Taama ignore ou semble ignorer, c'est que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) profitent en grande partie aux pays occidentaux. Ce ne sont pas

des cadeaux que ces pays font aux pays africains. Ces partenaires trouvent leurs intérêts dans cette relation ; c'est pourquoi ils continuent.

Sinon, comment pourrait-on expliquer les Programmes d'ajustement structurels (PAS) des années 90. Leur histoire de rééquilibrer les choses ne visait qu'à préserver leurs intérêts au détriment des populations vulnérables. C'est justement pour cette raison que les Africains appellent à un partenariat gagnant-gagnant. Dénoncer le caractère déséquilibré et inique des relations entre les occidentaux et l'Afrique

est une voie incontournable pour aller vers une transformation profonde de la nature de ces relations. Donc, si votre banquier qui fait des prêts à toute sorte de personne vous en fait également, doit-il vous mépriser ? Devriez-vous devenir son esclave ? Pour quelles raisons ? Qu'est-ce qui vous différencie des autres clients ? De la même façon, qu'est-ce qui différencie les pays africains des autres clients mondiaux de la Banque mondiale et du FMI ? On comprend d'ailleurs pourquoi les Brics souhaitent mettre en place un système financier alternatif en commençant par la création d'une banque. Et lorsque Nathaniel Olympio ne voit que la dictature et un régime cinquantenaire au Togo, il semble ignorer, les initiatives prises au Togo pour adopter des positions et des actions pour la réforme du système international.

L'on peut citer l'Alliance politique africaine (APA), le soutien à Africa 50, l'organisation prochaine du 9ème Congrès panafricain, les initiatives de médiation etc... Malheureusement, ces politiciens passent leur temps à chercher des sujets comme ceux-ci pour être en vue sur la scène politique, et au même moment, ils accusent d'autres de faire du sensationnel. Ces acteurs politiques ne font aucune proposition

concrète, mais attendent que les autres parlent pour ensuite venir jouer aux donateurs de leçon. Il est certainement vrai que des actions vigoureuses doivent suivre ces discours. Mais, les discours auxquels l'on assiste depuis un moment de la part de dirigeants africains dont ceux du Togo ne marquent-ils pas un précédent historique dans le cheminement du continent africain ? Ceux qui ne savent que critiquer devraient soutenir cette dynamique afin que le réveil panafricain puisse porter des fruits durables. Malheureusement, ce sont des personnes qui attendent dans leur coin pour que les initiatives en cours échouent pour venir jubiler sur les réseaux sociaux. Mais, ils devraient se rendre compte que les Africains sont plus que déterminés. Un nouvel africain a vu le jour. Les dirigeants n'ont pas d'autres choix que de suivre la nouvelle marche.

Le gouvernement togolais fait très bien de répondre favorablement aux aspirations panafricanistes des peuples. En faisant ainsi, le président Faure Gnassingbé montre qu'il pense aux intérêts togolais et africains ; et non à des agendas étrangers. Les actions en faveur de la souveraineté totale des pays africains dont le Togo suivront inévitablement.

TM

Maritim Africa week

L'Afrique doit parler d'une seule voix dans le secteur maritime

Les acteurs du secteur maritime sont réunis à Lomé au Togo du 26 au 28 septembre 2023 à l'hôtel du 2 février pour la première édition du Maritim Africa week. Les participants venus du continent africain et d'ailleurs échangent autour du thème : « Mettre l'économie bleue au service du développement de l'Afrique ».

L'Afrique doit parler d'une seule voix dans le secteur maritime. Le Maritim Africa week est donc un cadre de débat, de brassage, de partage des meilleures pratiques, d'échanges d'opportunités afin que les acteurs du secteur maritime du continent puissent se connaître, faire des prospections sur l'avenir.

Ces dernières années, la croissance économique africaine repose largement sur le secteur maritime. Elle est essentiellement basée sur les exportations de matières premières. Et sur ce plan, il faut transformer

de façon structurelle les économies africaines afin qu'elles ne reposent plus en grande partie sur les exportations.

Le secteur maritime est aussi basé sur le commerce, les services. Sans les ports, tout cela ne serait pas possible. Même dans le cadre de la transformation des économies africaines, les ports seront incontournables. Pour devenir compétitifs, les produits manufacturés africains doivent bénéficier d'un transport maritime à faible coût. L'économie bleue concerne aussi la pêche, la lutte contre la

pêche illégale, l'aquaculture, le tourisme balnéaire etc...

« Je voudrais saluer le choix de notre pays le Togo pour le lancement de cette



Edem Kokou Tengue lors de la visite des stands

première édition de Maritim Africa week », a déclaré Edem Kokou Tengue, ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de

la Protection côtière.

« Une première qui cadre bien avec la lancée sur laquelle nous sommes avec le chef de l'Etat son

les plus performantes de notre continent », a ajouté le ministre Tengue.

« Nous sommes aujourd'hui réunis dans le magnifique pays de Faure Essozimna Gnassingbé pour tenir cet événement. Le choix du Togo qui a fait plusieurs efforts en faveur de l'économie bleue, n'est pas anodin », a affirmé Pascaline Odoubourou, fondatrice de Maritim Africa.

Le contre-amiral Fogan Adégnon a tenu à exprimer sa reconnaissance aux organisateurs pour le choix du Togo afin d'abriter cette rencontre. Il a en outre relevé le caractère important de l'économie bleue pour l'essor du continent africain.

Edem Dadzie

Opération zéro cataracte

L'initiative qui a sauvé des milliers de personnes de la cécité au Togo

Au Togo, la cataracte est la première cause de cécité. Selon les estimations du ministère de la Santé, le pays compte plus de 200 000 cas de cataracte. Pour contrer cette maladie, le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé a initié en mars 2022, l'opération zéro cataracte. L'initiative vise à permettre aux personnes qui ont besoin de soins oculaires de pouvoir bénéficier gratuitement d'interventions de qualité sans être exposées à des difficultés financières.

une initiative salvatrice

Engagé depuis quelques années dans l'amélioration de l'offre de santé dans le pays à travers la construction de nouvelles infrastructures sanitaires, Faure Gnassingbé a décidé de s'attaquer à l'avancée

plus de dix mille (10 000) interventions chirurgicales et distribuer 20.000 verres médicaux.

« Toutes ces initiatives sont indubitablement la concrétisation des promesses du président de la République, au regard des besoins de la population, car il fait toujours ce qu'il dit. Ainsi, fidèle à sa parole de ne laisser aucun Togolais de côté, quelle que soit sa vulnérabilité, le président de la République, Faure Gnassingbé a personnellement initié cette action médicale d'envergure afin de venir en aide aux personnes souffrant de pathologie oculaire, en particulier de la cataracte », a expliqué l'honorable Ibrahima Méïmounatou lors du lancement de la phase du Grand Lomé de l'opération.

Entièrement gratuite, l'opération zéro cataracte a suscité l'engouement des populations. Dans les régions économiques du pays, 11 066 interventions chirurgicales ont été réalisées. Ce chiffre ne prend pas en compte les cas opérés dans le Grand Lomé qui regroupe les préfectures d'Agoè-

« Cela fait deux ans déjà que mes yeux me font mal. Je n'avais pas les moyens pour me faire soigner. Nous avons été informés de l'initiative de notre président qui vise à nous traiter de la cataracte gratuitement.

Nous sommes nombreux à souffrir de cette maladie dans notre localité. Avec la collaboration entre les autorités locales et les médecins, les consultations, les opérations chirurgicales et la prise en charge se sont bien passées. Nous remercions le chef de l'Etat pour cette bonne idée», a confié Akounon, 53 ans, résidente à Bé. Cette revendeuse a été obligée d'arrêter son commerce à cause de ses difficultés de vision. Grâce cette opération, elle a repris ses activités économiques.

Au-delà de l'opération zéro cataracte, la bonne santé des Togolais est une priorité pour Faure Gnassingbé. Cela se matérialise par la construction de nouveaux hôpitaux, le renforcement du matériel médical, le recrutement du personnel médical, le tout visant à améliorer



Prise en charge d'une patiente

La cataracte est une maladie qui se caractérise par une perte progressive de la vision. Au Togo, cette maladie est devenue un problème de santé publique.

Une prévalence élevée...

Une enquête de 2014 sur la santé oculaire chez les personnes âgées de 50 ans et plus, estime à 5,6% la prévalence de la cécité dont 64% des causes sont liées à la cataracte. Chez cette tranche d'âge, elle est la principale cause de déficience visuelle. Selon le Programme national de la santé oculaire, la cataracte représente 59,9% de l'ensemble des déficiences visuelles et 64,1% des causes de cécité observées.

Le nombre total de cas de cataracte non traitée en 2014 chez les 50 ans et plus est estimé à près de 200 000. A ce chiffre, il faut ajouter 7000 nouveaux cas en moyenne chaque année en considérant que l'incidence de la maladie est de 1 cas pour 1000 habitants par an. Le taux de chirurgie de la cataracte (TCC) annuel à ce jour au Togo est d'environ 530 pour

un million d'habitants en 2018 soit 4009 cataractes opérées. Ce TCC est toujours en deçà de la norme ce qui entraîne une

de cette maladie. C'est ainsi que le président togolais a initié l'opération zéro cataracte. Pour ce faire, des spécialistes ont



Vue d'une patiente lors de l'opération

augmentation des cas de cataracte dans le pays.

Opération zéro cataracte,

été mobilisés et déployés dans les différentes régions du pays. Ils avaient pour objectif de réaliser

nyivé et Golfe. Plusieurs bénéficiaires n'ont pas hésité à témoigner leur gratitude au chef de l'Etat.

considérablement l'offre de soins pour les populations.

R. Zakari

Echange entre le Togo et la Banque mondiale Impact du programme Novissi et de l'innovation sur la protection sociale

Pour évaluer l'impact du programme de transfert monétaire Novissi sur la protection sociale des populations au Togo, la Banque mondiale a échangé avec le public. En partenariat avec le gouvernement togolais, cette rencontre a s'est faite en ligne, ce lundi 25 septembre 2023



Transfert monétaire au Togo lors de la pandémie du coronavirus

Ces travaux virtuels ont été l'occasion d'apprécier le concours de l'intelligence artificielle (IA) dans la mise en œuvre réussie de Novissi. L'IA a ainsi permis de cibler les couches les plus vulnérables en les assistant financièrement. Selon la ministre togolaise en charge de l'innovation technologique, Cina Lawson, l'apport des technologies numériques a été un facteur essentiel pour la réussite de ce programme. Novissi s'est alors appuyé fortement sur l'intelligence artificielle pour identifier les plus nécessiteux. Au moment où la question de l'intelligence artificielle et de l'innovation devient une préoccupation majeure pour

les Etats, le lien entre l'IA et ledit programme a fait l'objet d'une attention particulière. Lancé en 2020 lorsque la pandémie du coronavirus sévissait et que les activités économiques étaient au ralenti, le programme Novissi a permis d'apporter des ressources financières d'urgence aux populations.

Très engagé aux côtés du Togo, la Banque mondiale a conclu un nouvel accord le 20 juillet 2023 avec le Togo. Ce financement vise à appuyer la continuité du programme d'assistance sociale Novissi à hauteur de 100 millions de dollars US, soit environ 60 milliards FCFA.

Edy Alley (Stagiaire)

Bceao

Rachat de 100 milliards de titre des dettes publiques du Togo

Conformément à sa politique monétaire, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a décidé du rachat des titres de dette publique liés aux émissions des bons et obligations des pays de l'Uemoa. La Bceao va injecter au moins 833 milliards FCFA dans l'économie sous-régionale. Pour le Togo, 100 milliards FCFA des titres seront rachetés lors de cette opération. Ce rachat devrait se dérouler du 25 au 26 septembre 2023.

« Pour le Togo, ce rachat de 100 milliards FCFA constitue une étape notable dans le cadre de sa gestion de la dette publique. Cette opération survient dans un contexte financier tendu, marqué par la hausse récente du taux directeur de la Bceao de 25 points de base, fixé maintenant à 3,25%. Au Togo,

que l'impact complet de cette opération demeure encore à évaluer, car une partie importante des titres togolais est détenue par des non-résidents », a-t-on affirmé. Avec une prévision annuelle de 574 milliards FCFA, le Togo a déjà levé 580 milliards FCFA, dépassant son objectif annuel. Cette réussite

Par ailleurs, pour cette seconde phase d'injection financière après celle de juin 2023 estimée à 1000 milliards, la Bceao devrait racheter également 80 milliards FCFA de titres du Bénin, 130 milliards du Burkina Faso, 295 milliards de la Côte d'Ivoire, 12 milliards de la Guinée-Bissau, 11 milliards du Mali, et 205 milliards du Sénégal.



Siège de la Bceao à Lomé

le rachat de 100 milliards FCFA de titres de la dette togolaise par la Bceao pourrait avoir des implications significatives sur l'économie du pays, bien

est le fruit de l'intérêt des investisseurs pour le Togo mais aussi pour la gestion efficiente de la dette nationale.

Ce rachat sera jumelé à l'émission de nouveaux titres par chaque Etat membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Seuls les titres ayant une maturité initiale de 12 mois, 3 ans et 5 ans, mais avec une durée résiduelle comprise entre 3 mois et 3 ans, sont concernés par ce rachat. Les investisseurs principalement, les banques régionales, seront donc appelés à participer à l'émission de nouveaux titres pour être éligibles au rachat. Ce rachat de titre intervient dans un contexte particulier où la Bceao a récemment augmenté son taux directeur de 25 points de base à 3,25%.

Edy Alley (Stagiaire)

Financement de la Banque mondiale au Togo Appui budgétaire au secteur agricole

Plus de 105 milliards FCFA comme appui budgétaire et aide au secteur agricole, c'est le fruit d'un nouvel accord de financement entre la Banque mondiale et l'Etat togolais. Le ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani Yaya, a officiellement signé cette convention au nom du Togo et Fily Sissoko, représentant résident de la Banque mondiale au Togo, pour le compte de l'Institution de Bretton Woods. Cet accord a été signé ce mardi 26 septembre 2023 à Lomé.

L'excellente relation entre le groupe de la Banque mondiale et le Togo s'est encore traduite par ce nouvel appui financier. Pour le ministre de l'Economie et des Finances, les accords portent sur deux volets : « le premier, c'est l'accord de financement d'un montant de cent cinquante millions (150 000 000) de dollars US soit environ 93 milliards de francs CFA. Le deuxième porte sur un accord de financement de 20 millions de dollars concernant le secteur agricole ».

Précisément, le premier accord est un financement à des conditions extra-concessionnelles de 93 milliards de francs CFA sous forme d'appui budgétaire accordé par l'Association internationale de développement (IDA). Cet apport financier vient donc soutenir le Programme d'appui au financement de politique de développement durable et inclusif

du Togo. L'autre, de 20 millions de dollars, soit 12,340 milliards FCFA, qui est un financement additionnel a été accordé en vue du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'ouest (FSRP). Les activités concernées visent également à réduire l'insécurité alimentaire et à renforcer la résilience des systèmes alimentaires.

« Avec le présent accord de financement de la Banque mondiale qui porte donc sur 93 milliards de Francs CFA nous poursuivons la mise en œuvre du programme d'Appui au financement de politique de développement durable et inclusif qui s'inscrit pleinement dans la vision de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, qui aspire à construire un Togo en Paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable », a indiqué le ministre Sani Yaya.

En ce qui concerne le programme d'appui budgétaire, il est structuré autour de trois piliers concrets. Ces piliers sont en cohérence avec les objectifs de développement du pays et la vision du président Faure Essozimna Gnassingbé.



Signature du programme d'appui budgétaire avec le groupe de la Banque mondiale, ce 26 septembre à Lomé

Il s'agit premièrement de la promotion de l'agriculture durable, l'électricité rurale et l'atténuation du changement climatique. « Il a pour objectif de faire de l'agriculture un moteur de croissance et de création d'emplois notamment pour les femmes et les jeunes d'assurer l'accès universel à l'électricité, et d'accélérer la transition vers une économie plus résiliente aux changements climatiques ». Ensuite, quant au pilier 2, son objectif est de renforcer le capital

humain et la résilience aux chocs. Il s'aligne sur « l'ambition du gouvernement d'améliorer l'accès aux services publics pour tous avec un accent particulier sur l'amélioration de la qualité de la protection sociale, de l'éducation

et de l'égalité des sexes ». Sani Yaya a à cet effet relevé que les réformes mises en œuvre ou en cours, ont permis d'élargir la couverture des programmes de protection sociale, d'assurer une meilleure adéquation entre la répartition des enseignants et le nombre d'étudiants par école. Enfin, le pilier 3 ambitionne de créer l'espace budgétaire nécessaire pour les dépenses prioritaires. Cela implique la mobilisation des recettes par la rationalisation des

dépenses fiscales et l'évaluation systématique des risques de crédits associés aux garanties publiques et prêts rétrocedés. Cette convention marque ainsi un engagement significatif de la Banque mondiale à soutenir le développement durable et inclusif du Togo.

Soulignant l'importance de cette convention pour le développement du pays, le ministre Sani Yaya a mentionné les réformes courageuses entreprises par le gouvernement togolais au cours des dernières années. Ces réformes ont contribué à renforcer l'économie du pays et à attirer de nouveaux investissements. Sani Yaya a également exprimé sa gratitude envers la Banque mondiale pour son soutien continu et son engagement personnel pour le développement du Togo. Le portefeuille de la Banque mondiale au Togo comporte 16 projets et programmes nationaux et régionaux, pour un montant total d'environ 984 millions de dollars dans de nombreux secteurs dont l'agriculture, l'éducation, la santé, la protection sociale et les télécommunications.

Edy Alley (Stagiaire)

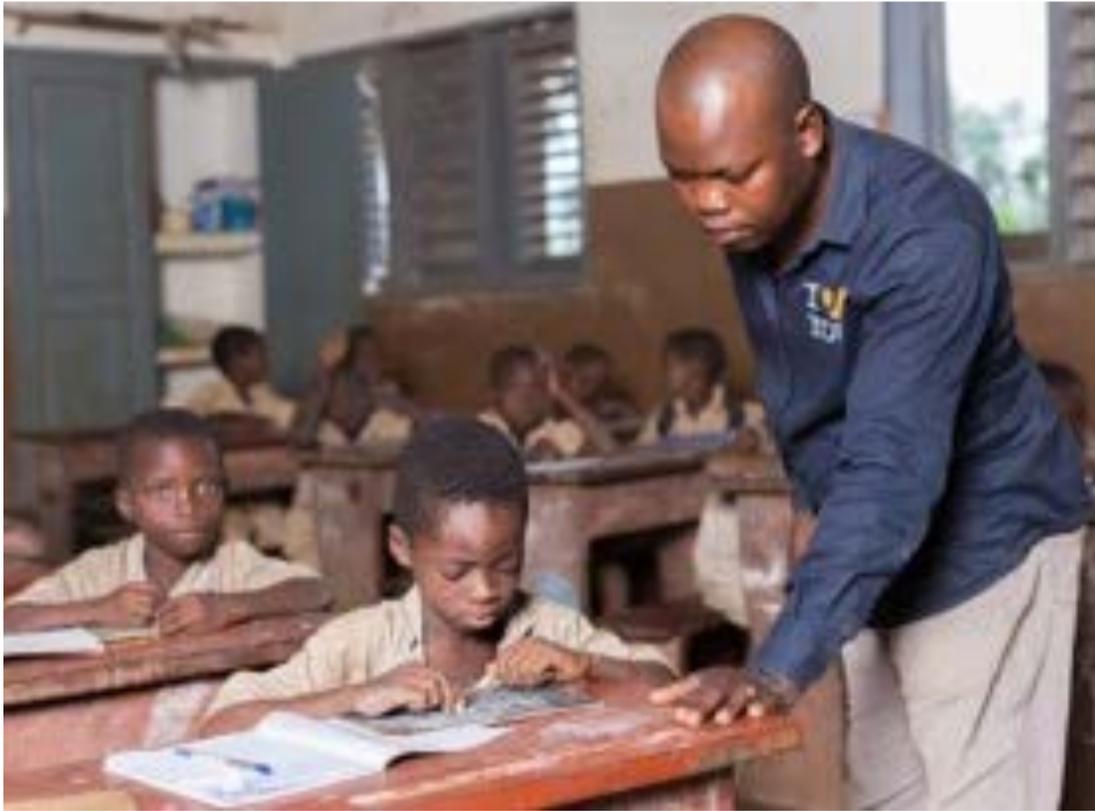
Togo

Le système éducatif entre acquis et défis

Après la rentrée pédagogique le 18 septembre dernier, plus de trois millions d'élèves ont repris le chemin de l'école le 25 septembre, ce qui marque le début effectif de l'année scolaire 2023-2024 au Togo. A l'entame de cette nouvelle fenêtre scolaire, les garanties d'une amélioration du système éducatif résident dans les acquis.

L'appareil éducatif togolais a besoin de ressources humaines compétentes et

prêts à faire carrière dans l'enseignement



Un enseignant et des élèves

motivées. Pour lui fournir, les pouvoirs publics embauchent des élèves-professeurs qu'ils forment et rendent plus qualifiés pour transmettre aux apprenants. De nouveaux citoyens ont été retenus à l'issue d'un concours de recrutement. En décembre 2022, le ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat a lancé un appel à candidatures pour le recrutement des élèves-professeurs dans les Écoles normales de formation des professeurs d'école (ENFPE).

Elèves-professeurs d'école : 2 619 candidats retenus

A l'issue du processus de recrutement d'élèves-professeurs d'école, en ce qui concerne la promotion 2013-2025, ce sont exactement 2 619 candidats qui ont été retenus pour la rentrée officielle de

précolaire ou primaire. Les candidats sélectionnés définitivement suivront une formation professionnelle de deux (02) ans. La formation les aidera à devenir des maîtres d'école. Elle les rendra aptes à assurer l'éducation à la base pour les enfants inscrits par les parents pour qu'ils apprennent à lire et écrire. C'est une formation qui prend en compte les exigences du métier d'enseignant et se fonde sur un socle de compétences minimales indispensables pour garantir une gestion correcte et efficace de la classe dont ils seront en charge.

Le budget de l'État exercice 2023 est de l'ordre de 1 957,9 milliards de francs. L'éducation qui fait partie des secteurs sociaux que le Togo privilégie chaque année, prendra 189 milliards de francs CFA comme le prévoit le gouvernement.

Cette somme servira à construire des bâtiments scolaires, mettre en œuvre des projets, améliorer la qualité de l'enseignement. En 2022, pas moins de 3 000 enseignants ont été recrutés et déployés dans des écoles préscolaires, primaires, dans les établissements d'enseignement secondaire dans chaque région du pays. Pour 2023, le pays compte faire

Togo, des crèches sont construites pour faciliter l'inclusion sociale de cette couche vulnérable de la population. Les crèches au Togo ont pour vocation d'accueillir des enfants en âge préscolaire. Ces derniers sont placés sous la responsabilité des professionnels qualifiés qui s'occupent de leur bien-être, leur santé, sécurité et développement dans le respect de l'autorité parentale.

A ce jour, on en dénombre 28 sur le territoire. Le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation veille à ce que soit facilitée davantage la conciliation de l'encadrement de l'enfant avec la vie professionnelle des parents. L'organisation de l'accueil des enfants dans ces structures qui respectent des normes et standards est dès lors indispensable. En février 2023, le gouvernement a mis en place une réglementation pour une efficace mise en œuvre de la politique de développement de la petite enfance ainsi que du bien-être de l'enfant au Togo.

La trentaine de crèches/garderies qui existent déjà impactent significativement la vie des enfants et soulagent beaucoup les parents.



Des enfants dans une crèche

au mieux l'absence des parents, sans tout de même s'y substituer. Au

A ces enfants, la crèche offre la possibilité de rencontrer d'autres

enfants de leur âge, d'interagir, de développer des capacités de communication et/ou d'améliorer leur langage. Ce sont d'importantes infrastructures qui promeuvent le vivre ensemble, placent les enfants au cœur d'un projet d'intégration sociale, afin de faire naître chez eux des pratiques bienveillantes basées sur des valeurs comme la dignité, la solidarité, l'amitié, la laïcité, l'acceptation de l'autre, la confiance en soi, etc.

Le Togo attache un grand prix aux droits des enfants. Que ce soit d'une part, leur droit d'aller à l'école, d'être nourris, soignés une fois tombés malades, protégés contre les violences physiques, et d'autre part, de grandir dans un pays favorable à leur réussite, le Togo ne fait pas dans la demi-mesure. En 2017, le pays a adopté le Code de l'enfant qui optimise la politique de protection de l'enfant. La gratuité de l'école primaire depuis 2008, la suppression des frais d'inscription aux examens, les cantines scolaires, le programme School Assur... protègent les enfants en milieu scolaire.

14 830 établissements scolaires en 2022

La construction et la réhabilitation des

infrastructures scolaires constituent un travail de longue haleine dont ne se

lassent jamais le chef de l'Etat Faure Gnassingbé et ses collaborateurs. Depuis 2005, les efforts faits en ce sens et les

des filles, des personnes handicapées et sans moyens financiers ; d'engendrer des résultats scolaires intéressants à

élèves qui ont entamé la rentrée en septembre 2021, contre 2,5 millions en 2020-2021.

Pour illustration,



Des Elèves

milliards de francs CFA dépensés pour un mieux-être changeant l'environnement scolaire qui est devenu très inclusif. Faites un bon accueil à une personne, elle reviendra toujours vers vous avec joie. Cela vaut bien pour l'enseignement aussi. Aujourd'hui, le nombre de cadres dans lesquels sont formés les écoliers et élèves togolais est en hausse constante grâce à la politique de multiplication des infrastructures. Elle est développée par les pouvoirs publics pour augmenter le taux de rétention et de réussite scolaire en milieu rural, semi-urbain et urbain.

Rendre l'école accessible et moins coûteuse pour tous, c'est l'ambition suivie d'actions pragmatiques au Togo depuis plus d'une décennie maintenant. Aujourd'hui, les infrastructures d'accueil sont de plus en plus en nombre suffisant, les élèves sont bien maintenus dans le système grâce aux mesures sociales efficaces comme School Assur, la gratuité de l'école, l'alimentation scolaire. Un système éducatif est inclusif quand il a la capacité d'accueillir un grand nombre d'apprenants sans être sélectif; de promouvoir la scolarisation des garçons,

la fin de chaque année académique, etc. Celui du Togo réunit ces qualités. Sans salles de classe adaptées et sécurisées, on ne peut pas avoir d'enseignement de qualité qui puisse garantir l'avenir des enfants ni des jeunes. En termes de construction d'infrastructures éducatives, le Togo ne lésine pas sur les moyens

le nombre total d'établissements scolaires recensés en 2022 dans le pays est de 14 830. Dans ce chiffre, 9 106 établissements sont pour l'enseignement public. Les 5 724 établissements scolaires restants sont destinés à l'enseignement privé et conventionnel. En novembre 2020, le gouvernement informait déjà que ces dernières



Ministre Dodzi Kokoroko

financiers et matériels. En 2022, il a été recensé 14 830 établissements scolaires sur l'étendue du territoire. De ce chiffre, les pouvoirs publics renseignent que 9 106 établissements sont du public et 5 724 appartiennent au privé. Ces établissements ont été utilisés par les 03 millions d'écoliers et

années, plusieurs salles de classe ont été construites et réhabilitées dont 5 000 équipées sur ressources propres, et 300 équipées en Technologies de l'information et de la communication (Tic), dans le cadre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC).

Par ailleurs, des établissements scolaires ont été dotés de laboratoires modernes, de bibliothèques, de systèmes d'alimentation en eau potable et assainissement. Le pays a aussi trouvé des moyens pour mettre en place 05 nouvelles Ecoles normales d'instituteurs (Eni), ce qui porte à 06 le nombre de ces infrastructures d'accueil d'élèves-maîtres. Toutes les statistiques démontrent que le Togo n'est plus là où il était il y a quelques années, en termes de capacités d'accueil. L'objectif est de construire 30 000 salles de classe équipées de tables-bancs à l'horizon 2025.

Projets pour une éducation de qualité et d'équité

L'exécutif togolais met en œuvre des projets socio-éducatifs pour améliorer les conditions et impacter positivement la réussite. L'un d'eux est le Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEEB). Il met l'accent sur la convenance de

construites sur 51 sites dont 45 pour le primaire et 06 pour le collège.

Le Projet d'amélioration de l'accès-équité et de la qualité de l'éducation au Togo (PAAQET) cherche à moderniser les infrastructures et garantir des investissements dans la qualité de l'éducation, renforcer la capacité de gestion du système éducatif. Il est destiné à 102 000 enfants scolarisés et 36 000 enseignants. Le PAAQET entend contribuer à l'augmentation de 12% du taux d'achèvement de l'école primaire et 8,8% de celui du premier cycle du secondaire. De 2019 à 2022, le programme « Améliorer l'accès équitable et durable à une éducation de qualité pour tous les enfants du Nord du Togo » a rehaussé les conditions d'hygiène et d'assainissement de plus de 9 000 enfants dont 4 662 filles. 55 forages ont été construits dans les écoles et formations sanitaires et 55 comités de gestion de l'eau mis en place.

« Bienveillance singulière, excellence académique », ministre Kokoroko

A l'occasion de la nouvelle année scolaire au Togo, le ministre Dodzi Kokoroko a convié les enseignants à l'école du savoir, du savoir-faire et du savoir-être. L'année scolaire 2023-2024 s'annonce avec des défis que le gouvernement est déterminé à relever. « A cet égard, je vous appelle à une appropriation effective des différents documents qui constituent efficacement votre partition tout le long de l'année scolaire », a lancé le ministre en charge de l'Enseignement aux enseignants et acteurs éducatifs. « Bienveillance singulière, excellence académique, diversité et inclusion dans les salles de classe », tel est l'appel du ministre Kokoroko à l'endroit des enseignants, les invitant « à promouvoir des valeurs de respect, de tolérance et d'empathie parmi les élèves ».

Attipoe Edem Kodjo

Blague

La mort rend visite à Toto et lui dit :

- Mon ami aujourd'hui c'est ton tour
- TOTO : Je ne suis pas prêt
- LA MORT : C'est toi le prochain sur ma liste ,
- TOTO : Ok mais prends quand même place je vais te donner à manger ,
- LA MORT : Super ,
- TOTO lui donne à manger et met dedans des somnifères. Après avoir mangé, le sommeil l'emporte.
- TOTO prend la liste , déplace son nom, il se fait dernier sur la liste .
- 2 heures plus tard, la mort se réveille .
- Elle dit à TOTO : Mon ami comme tu as été gentil, je vais commencer par le dernier nom de la liste.
- Toto s'est évanoui avant sa mort.
- Comme quoi, nul ne peut échapper à son destin
- Une journée sans rire est une journée gâchée !!
- Permetts à d'autres personnes aussi de rire en ce moment-ci en la partageant.
- Cela leur fera du bien. Passe un bon moment avec le sourire

Enigme



Méditation

Si en une journée le tonnerre peut gronder, laissant place à un vent violent pour accueillir une pluie de douce fraîcheur avant de ramener enfin le soleil afin d'éclairer la nature par ses rayons, de même tout peut changer en un clin d'oeil dans ta vie alors garde foi et patience. Le meilleur reste à venir.

La mentalité des vainqueurs

- CROYEZ quand les autres doutent ; contentent d'espérer ;
- PLANIFIEZ quand les autres s'amuse ; - INVESTISSEZ quand les autres dépensent ;
- ÉTUDIEZ quand les autres dorment ; - ÉCOUTEZ quand les autres parlent ;
- PRENEZ DES DÉCISIONS quand les autres sont indécis ; - SOURIEZ quand les autres s'énervent ;
- PRÉPAREZ-VOUS quand les autres attendent ; - AVANCEZ quand les autres hésitent ;
- COMMENCEZ quand les autres remettent à demain ; - CONSEILLER quand les autres critiquent ;
- TRAVAILLEZ quand les autres se - PERSÉVÉREZ quand les autres abandonnent.

Photo du jour



Légendez et commentez l'image ci-dessus

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70



AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes informe le public qu'en exécution de l'ordonnance **N°2402/2023 du 07 septembre 2023**, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de **cent soixante-dix-neuf (179) véhicules et épaves**.

La vente aura lieu le **jeudi 28 septembre 2023 à partir de 09h30 minutes** et jours suivants au **parc des véhicules de la Division de Lutte Contre la Fraude et des Trafics Illicites sis Tsévié** (Préfecture de Zio).

Conditions de participation à la vente

- 1- La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat.
- 2- La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5 000) FCFA non remboursable, contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des Opérations Douanières de Lomé Port.
- 3- Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication.
- 4- Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté avant 17 heures 30 minutes le jour de leur achat, le montant des engins qui leur sont adjugés, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées

Pour tout renseignement, adressez-vous à l'Etude de Me LITHOR Koamivi Atta, Commissaire-Priseur, sis à Totsi Gblinkomè, 4è Von à droite en allant vers la salle des Témoins de Jéhova, Tél : (00228) 90 02 35/ 97 23 39 57, Lomé-TOGO.

Fait à Lomé, le 20 septembre 2023

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Emissions de gaz à effet de serre

Solutions pour décarboner le secteur du bâtiment et de la construction

L'urbanisation rapide à l'échelle mondiale signifie que l'équivalent de la ville de Paris est construit dans le monde tous les cinq jours, alors que le secteur de l'environnement bâti est déjà responsable de 37% des émissions mondiales. Un rapport publié il y a quelques jours par le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) et le Yale center for ecosystems + architecture (Yale CEA), dans le cadre de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction (Global ABC), propose des solutions pour décarboner le secteur du bâtiment et de la construction et réduire les déchets qu'il génère.



Wakanda, la maquette d'un projet de construction d'une ville durable au Rwanda

Le rapport, "Matériaux de construction et climat : Construire un nouvel avenir", offre aux décideurs politiques, ainsi qu'aux fabricants, aux architectes, aux promoteurs, aux ingénieurs, aux constructeurs et aux recycleurs, une solution en trois volets pour réduire les émissions de « carbone incorporé » et les impacts négatifs sur les écosystèmes naturels résultant de la production et de l'utilisation de matériaux de construction (comme le ciment, l'acier, l'aluminium, le bois, la biomasse). Ce sont :

Éviter : Éviter la production de déchets grâce à une approche circulaire. Construire moins en réaffectant les bâtiments existants est l'option la plus efficace, générant 50 à 75 pour cent d'émissions en moins par rapport aux nouvelles constructions ; ainsi que la planification initiale utilisant la conception assistée par ordinateur pour favoriser la construction avec

moins de matériaux et avec des matériaux ayant une empreinte carbone plus faible et facilitant la réutilisation ou le recyclage.

Changer : Passer à des matériaux de construction biosourcés renouvelables, éthiques et durables, notamment le bois, le bambou et la biomasse. Le passage à des matériaux biosourcés durablement gérés pourrait entraîner des économies d'émissions cumulées allant jusqu'à 40 pour cent dans le secteur d'ici 2050 dans de nombreuses régions. Cependant, un soutien politique et financier accru est nécessaire pour garantir l'adoption généralisée de ces matériaux.

Améliorer : Améliorer la décarbonation des matériaux conventionnels ne pouvant être remplacés. Il s'agit principalement de la production de béton, d'acier et d'aluminium, trois secteurs responsables

de 23 pour cent des émissions mondiales aujourd'hui, ainsi que du verre et des briques. Les priorités devraient être placées sur l'électrification de la production à l'aide de sources d'énergie renouvelable, l'augmentation de l'utilisation de matériaux réutilisés et recyclés, ainsi que le déploiement de technologies innovantes. La transformation des marchés régionaux et des cultures de construction est cruciale, grâce aux codes de construction, à la certification, à l'étiquetage et à la formation des

en contribuant à une crise climatique croissante », a déclaré Sheila Aggarwal-Khan, directrice de la division de l'Industrie et de l'Économie du Pnue.

« La neutralité carbone dans le secteur du bâtiment et de la construction est réalisable d'ici 2050, à condition que les gouvernements mettent en place les bonnes politiques, incitations et réglementations pour susciter un changement d'orientation de l'industrie », a indiqué Sheila Aggarwal-Khan. À ce jour, la plupart des

multiples secteurs et à chaque étape du cycle de vie du bâtiment : de l'extraction au traitement, à l'installation, à l'utilisation et à la démolition.

La réglementation gouvernementale et sa mise en œuvre sont nécessaires à toutes les phases du cycle de vie du bâtiment, de l'extraction à la fin de vie, pour assurer la transparence dans l'étiquetage, des codes de construction internationaux efficaces et des schémas de certification. Des investissements dans la recherche et le développement de technologies émergentes, ainsi que la formation des parties prenantes du secteur, sont nécessaires, ainsi que des incitations à la création de modèles de propriété coopératifs entre les producteurs, les constructeurs, les propriétaires et les occupants afin de permettre la transition vers des économies circulaires.

Des études de cas au Canada, en Finlande, au Ghana, au Guatemala, en Inde, au Pérou et au Sénégal montrent comment la décarbonation est possible grâce à des stratégies comme, « Éviter-Changer-Améliorer ». Les économies développées peuvent consacrer des ressources à la rénovation de bâtiments vieillissants existants, tandis que les économies émergentes peuvent remplacer les méthodes de construction à forte intensité de carbone par des matériaux de construction alternatifs à faible émission de carbone.

Les villes du monde entier peuvent jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de la décarbonation. Nombre d'entre elles intègrent déjà des surfaces végétalisées (toits verts, façades, assemblages muraux intérieurs) afin de réduire les émissions de carbone dans les villes, de refroidir les bâtiments, d'accroître la biodiversité urbaine, et plus encore. Le rapport appelle à envisager de rendre cette végétalisation des villes obligatoire par le biais de la législation.

architectes, des ingénieurs et des constructeurs aux pratiques circulaires.

La solution en trois volets « Éviter-Changer-Améliorer » doit être adoptée tout au long du processus de construction pour garantir des réductions significatives des émissions, tout en protégeant la santé humaine et les écosystèmes diversifiés. Cette solution nécessite également de tenir compte des cultures et des climats locaux, y compris de la perception commune du béton et de l'acier comme matériaux modernes de choix.

« Jusqu'à récemment, la plupart des bâtiments étaient construits à partir de matériaux locaux tels que la terre, la pierre, le bois et le bambou. Cependant, les matériaux modernes comme le béton et l'acier ne donnent souvent que l'illusion de la durabilité, finissant généralement dans des décharges tout

actions climatiques dans le secteur de la construction ont été consacrées à la réduction efficace des émissions de « carbone opérationnel » englobant les émissions issues du chauffage, de la climatisation et de l'éclairage. Grâce à la décarbonation mondiale du réseau électrique et à l'utilisation d'énergies renouvelables, ces émissions devraient diminuer, passant de 75 pour cent à 50 pour cent des émissions totales du secteur dans les décennies à venir.

Les bâtiments contenant des matériaux produits dans des régions disparates à travers le monde, la réduction des émissions de « carbone incorporé », issues de la production et de l'utilisation de matériaux de construction, exige que les décideurs adoptent une approche de cycle de vie complet des bâtiments. Cela implique des mesures synergiques dans de

Séminaire Choiseul Africa

Les solutions de MSC Togo pour des chaînes de valeurs durables en Afrique

Le 14 septembre 2023 à Abidjan, des acteurs économiques de renom et des décideurs régionaux africains se sont entretenus sur les enjeux cruciaux à la durabilité des chaînes de valeur en Afrique, ainsi que les solutions pour son efficacité et son amélioration. MSC Mediterranean Shipping Company Togo a pris part à ce prestigieux séminaire.

Face à un contexte économique délicat et une concurrence accrue, les grands acteurs économiques travaillent à une consolidation des acquis tout en réfléchissant à des opportunités nouvelles. Pour eux, la création de chaînes de valeur à la fois

de Côte d'Ivoire (CGECI), et qui a réuni plus de 200 participants dont Gregory Krief, directeur général de MSC Mediterranean Shipping Company au Togo. Au travers de plusieurs panels de discussion, les experts et professionnels de renom ont éclairé les enjeux cruciaux liés à la

chaînes de valeur durables en Afrique.

Chez MSC, l'engagement



Photo de famille des panélistes

est de connecter le monde

Lors de sa participation au premier panel intitulé «

à l'essor de la prospérité sociale et de la croissance économique, tout en préservant et protégeant la

des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI), Paul Koffi Koffi, commissaire chargé du Développement



Echanges vifs entre les panélistes

intégrées et pérennes est un enjeu majeur. La question était au cœur du séminaire Choiseul Africa dont le thème central est « Chaînes de valeur durables en Afrique ». Un événement de grande envergure, organisé en partenariat avec la Confédération générale des entreprises

durabilité des chaînes de valeur en Afrique, ainsi que les moyens de financer la transition vers des chaînes plus respectueuses de l'environnement. De surcroît, ils ont mis en lumière les défis et les opportunités auxquels sont confrontées les entreprises qui aspirent à instaurer des

Chaînes de valeur durables en Afrique : Stratégie, Industrie, Finances », Gregory Krief a insisté sur le rôle majeur de sa compagnie dans la connectivité des pays africains d'abord entre eux à partir du Togo et avec le reste du monde. Ce qui a contribué sans doute

précieuse planète. « Chez MSC, notre engagement est de connecter le monde, mais nous réalisons que notre impact va au-delà de la simple logistique. En tant que l'un des rares acteurs à interconnecter l'Afrique grâce au Port autonome de Lomé, nous percevons cette position comme une opportunité unique. Nous pouvons mettre à profit nos engagements en faveur de la durabilité pour améliorer les délais de livraison, permettant ainsi à nos clients de recevoir leurs marchandises plus rapidement en soutenant le développement des économies nationales dans un cadre d'échange intra Afrique et tout en réduisant leur empreinte carbone », a-t-il indiqué.

Pour l'occasion Gregory Krief était entouré de personnalités éminentes, dont Paul-Harry Aïthnard, directeur général d'Ecobank Côte d'Ivoire & directeur régional exécutif Uemoa, Carole Versteeg, directrice générale adjointe du Centre de Promotion

de l'Entreprise, des Mines, de l'Énergie et de l'Économie numérique de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), ainsi que Julien Marcilly, chief economist de Global Sovereign Advisory. Dans l'ensemble, il s'agit de réaffirmer les enjeux régionaux en matière de durabilité, tout en renforçant la conviction que la durabilité en Afrique transcende l'aspect environnemental pour englober une industrialisation responsable et la création de valeur dans les pays, garantissant ainsi aux individus et aux États les ressources nécessaires pour faire face aux défis annoncés. « En dématérialisant les processus entre la mer, la terre et le client, en collaboration avec nos partenaires et les administrations concernées, nous pouvons contribuer à façonner un avenir plus durable pour l'Afrique et pour la planète », a-t-il conclu.

TM

Avec Coris Money

Transferts
OF

Retraits
Minimum
100F
Maximum
1%

Appellez votre banque au **8283**

SIMPLE & COOL

www.corismoney.com
Disponible gratuitement sur
Google play App Store

par **CORIS BANK**

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm
togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com **www.alome.com**

PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET*
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



DISPONIBLE EN 24H
POUR UNE BELLE
RENTRÉE SCOLAIRE

*Offre soumise à conditions

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

